

Termes de Référence

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT NATIONAL SECURITE COMMUNAUTAIRE, PROJET « REGIONAL STABILISATION FACILITY FOR LAKE CHAD - CAMEROON NATIONAL WINDOW »

1. CONTEXTE

Environ dix ans après le début des exactions du groupe extrémiste violent Boko Haram (BH) dans le bassin du lac Tchad (BLT), la crise continue de causer des souffrances à grande échelle dans les régions du nord-est du Nigeria, certaines parties du Niger, du Tchad et de l'Extrême-Nord du Cameroun, entraînant des déplacements internes et transfrontaliers massifs, la destruction des moyens de subsistance, des biens et des violations des droits humains, ainsi que la déstabilisation des institutions gouvernementales.

Dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun en particulier, la crise a entraîné le déplacement de 494 144 Personnes¹ (et donc 89,1% se sont déplacées en raison des conflits armés) à l'intérieur du pays. Cette situation a conduit à des conditions de vie précaires pour l'ensemble de la population et a considérablement étiré les capacités d'adaptation communautaires déjà limitées. L'insécurité et le déplacement ont aggravé l'exposition aux risques de protection tels que la violence sexiste, l'exposition aux mines et reste de guerre, le mariage des enfants, les séparations familiales, les jeunes non accompagnés, etc.

Le conflit armé avec BH a ralenti l'activité économique et détruit les infrastructures de base dans une région qui était déjà exposée aux indices élevés de pauvreté avant le début du conflit, ce qui a encore accru la vulnérabilité de sa population. Certains villages et villes ont été désertés en raison des attaques de Boko Haram, ce qui a réduit encore la présence de l'État et la fourniture de services de base. La région de l'Extrême-Nord est directement touchée, tandis que la région du Nord subit les conséquences indirectes du conflit.

Par ailleurs, la jeunesse n'est pas bien représentée dans la sphère politique. Le manque de pouvoir décisionnel des jeunes à tous les niveaux de la société, combiné à un déficit de gouvernance, génèrent de la frustration. Les jeunes se sentent négligés, ce qui augmente la probabilité que les discours de radicalisation puissent facilement prospérer au sein de cette couche de la population. Selon une étude du PNUD réalisée en 2017², la plupart des jeunes anciennement associés à BH au Nigeria ont rejoint l'insurrection par frustration à l'égard du Gouvernement, par manque de possibilités perçues et par violation des droits de l'homme.

Au regard de tout ce qui précède, le PNUD a mis en place un Projet de Stabilisation régionale du Bassin du Lac Tchad avec une fenêtre du Cameroun dont les interventions couvrent essentiellement la Région de l'Extrême-Nord. Etablissant un mécanisme de financement commun pour atteindre des réponses nécessaires et immédiates à la stabilisation et pour permettre une transition vers un relèvement à plus long terme, le projet vise les objectifs suivants: *i)* Stabilisation immédiate des zones spécifiques, libérées du contrôle de Boko Haram, mais où les communautés restent vulnérables à la poursuite des infiltrations et des attaques ; *ii)* Accroître les activités

¹ Cameroun | Rapport sur les Déplacements, Région de l'Extrême-Nord Round 21 | 25 Mai – 10 Juin 2020

² Journey to the extremism

communautaires le long du corridor en coordination avec les forces de sécurité et les autorités locales pour maintenir le processus de retour.

Ce projet se concentre sur les corridors de la région de l'Extrême-Nord et il est implémenté dans les localités de **Hile-Alifa, Blangoua, Mora (Limani), Kolofata (Amchidé) et Mayo- Moskota**. Pour y parvenir, les résultats attendus sont :

- **Résultat 1** : La sûreté et la sécurité des communautés dans les zones cibles sont améliorés
- **Résultat 2** : les Infrastructures et services de base essentiels en place dans les localités cibles fonctionnent
- **Résultat 3** : les Opportunités des moyens de subsistance dans les zones d'intervention sont disponibles.

A cet effet, l'Unité d'exécution du Projet basée à Maroua (Sous bureau PNUD) est à la recherche d'un(e) consultant(e) National(e) qualifié(e) qui se chargera de la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre du résultat 1 dédié à la sûreté et la sécurité des Communautés dans les zones cibles. Sous la supervision directe du Chef de l'Unité Stabilisation, le (la) Consultant(e) conduira la mise en œuvre de ces activités sur le terrain.

2. OBJECTIFS DE LA MISSION :

L'objectif principal de la mission du (de la) consultant(e) sera de conduire les activités en droite ligne avec la sûreté et la sécurité communautaire dans les localités de Hile-Alifa, Blangoua, Mora (Limani), Kolofata (Amchidé) et Moskota. Ces activités devront contribuer à traiter de manière spécifiques les questions critiques de sécurité communautaire *ainsi que des aspects liés aux relations entre civils et militaires*

De manière spécifique, il s'agira pour lui/elle de :

- Renforcer la coordination en matière de sécurité au niveau régional (Bassin du Lac Tchad) et dans les localités cibles (**Réf Activité 1.1 du prodoc**) ;
- Établir de nouveaux mécanismes communautaires de coordination (Paix, stabilisation et développement) ou renforcer ceux qui existent déjà dans chaque localité cible du projet (**Réf Activité 1.2 du prodoc**) ;
- Faire une analyse rapide de la situation locale sur les conflits locaux et sur la perception de la sécurité publique par les communautés (**Réf Activité 1.3 du prodoc**)
- Faciliter la coordination Civilo-militaire (**Réf Activité 1.4 du prodoc**) ;
- Renforcer la présence des services de détection et de répression (**Réf Activité 1.5 du prodoc**) ;
- Promouvoir l'implication et la contribution de la Communauté à la sûreté et à la sécurité publiques (**Réf Activité 1.6 du prodoc**) ;
- Aborder les problèmes critiques de sécurité communautaire en proposant des réponses adéquates dans les communautés ; (**Réf Activité 1.7 du prodoc**) ;
- Promouvoir les droits de l'homme et la protection des civils dans les zones cibles. (**Réf Activité 1.8 du prodoc**)

3. Les résultats attendus à l'issu de la mission

- **Résultat lié à L'OS 1** : La coordination en matière de sécurité au niveau régional (Bassin du Lac Tchad) et dans les localités cibles est renforcée ;
- **Résultat lié à L'OS 2** : De nouveaux mécanismes communautaires de coordination (consolidation de la Paix, stabilisation et développement) sont établis et ceux qui existent déjà sont renforcés dans chaque localité cible du projet ;
- **Résultat lié à L'OS 3** : Une analyse rapide de la situation locale sur les conflits locaux et sur la perception de la sécurité publique par les communautés sont faites ;
- **Résultat lié à L'OS 4** : la coordination Civilo-militaire est facilitée ;
- **Résultat lié à L'OS 5** : la présence des services de détection et de répression est renforcée ;

- **Résultat lié à L'OS 6 :** l'implication et la contribution de la Communauté à la sûreté et à la sécurité publiques est promue ;
- **Résultat lié à L'OS 7 :** des réponses adéquates face aux problèmes critiques sont proposés dans les communautés ;
- **Résultat lié à L'OS 8 :** les droits de l'homme et la protection des civils dans les zones cibles sont promus ;

4. LA METHODOLOGIE DE MISE EN OEUVRE

Le consultant(e) est un agent de terrain, il/elle effectuera en moyenne trois descentes sur le terrain par semaine pour travailler avec les communautés et les autorités locales. Il/elle travaillera en étroite collaboration avec les forces de sécurité et les autres partenaires qui mènent des actions similaires sur le terrain afin de créer des synergies et d'éviter des duplications, à cet effet elle participera activement au groupe de travail protection animé par l'UNHCR. Il/elle élaborera une **note méthodique détaillée** à l'entame des activités qui précisera la stratégie de mise en œuvre de ces activités inscrites dans les TdR, un chronogramme indicatif et le budget lui permettant de réaliser ces activités avec efficacité. Il/elle élaborera avant la mise en œuvre de chaque activité, des TdR, le budget de l'activité et une check-list qui aidera son superviseur à faire le suivi du progrès de la mise en œuvre de ces activités. Il/elle identifiera sur le terrain des points focaux qui animeront des séances de travail dans les communautés et présentera ses besoins aux financements pour prise en compte dans la planification. Il/elle émettra des besoins matériels pour la réalisation des ateliers en avant au financier et fera un plan d'achat, pour tous ses besoins en termes de restauration et équipement. Le/la consultant (e), devrait à chaque fois, signaler au management ses déplacements vers les localités cibles, afin que le PNUD puisse prendre toutes les dispositions requises pour sa sécurité. Le/la consultant (e) devrait faire une demande formelle approuvée pour ses ordres de mission sur le terrain afin que cela le/la protège pour des éventuels cas d'accident ou de vandalisme.

Un point d'honneur sera mis sur la production des livrables bien adaptés aux résultats escomptés.

Cette consultation sera menée sur une période calendaire **de 6 mois (Avec possibilité d'extension au besoin)** dès la signature du contrat avec le PNUD. Il/elle produira à chaque livrable, un rapport de fin de livrable qui présentera les évidences concernant le livrable obtenu de la mise en œuvre desdites activités, un plan de mission et un plan d'action bien détaillé pour le prochain livrable.

5. LIVRABLES ATTENDUS DE LA CONSULTATION

Le consultant devra présenter les rapports suivants, transmis en version dure (format A4) et en version électronique (email, en format Word en français, comme l'indique le tableau suivant :

Livrables attendus	Critère de qualité du livrable	Délais de soumission	Personne responsable
<p>Livrable 1 : Renforcer la coordination autour de la sécurité au niveau de la communauté.</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisation des Comité de Pilotage(COFIL) ✓ L'existence des ordres du jour et résultats des CCO 	<p>Critère par rapport à la démarche : Le consultant prendra connaissance du document projet et tout autre document relatif à la sécurité communautaire dans les bureaux du PNUD. Il apportera également un soutien aux autorités pour l'organisation de certaines réunions.</p> <p>Critère par rapport à la forme : Ce document sera présenté en version Word ; police (Times New Roman) ; Taille de la police (12), suivant le canevas exigé par le PNUD. Le document doit être traité avant envoi, maximum 10 pages.</p> <p>Critère par rapport au contenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Apporter un appui au Gouverneur dans l'organisation des réunions de sécurité : promouvoir 	<p>Chaque mois après la prise effective de service</p>	<p>Le/la consultant(e)</p>

<ul style="list-style-type: none"> ✓ Existence des PV de réunions de sécurité des Sous-Préfets 	<p>l'idée d'élargissement des thématiques et des participants</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Sensibilisation à l'importance de la sécurité communautaire dans le cadre des réunions des comités de coordination de maintien de l'ordre (CCO) ✓ Apporter un appui aux Préfets dans l'organisation des réunions de sécurité : faire jouer le rôle de relais ✓ Apporter un appui aux Sous-Préfets dans l'organisation des réunions de sécurité : élargir la participation aux autres acteurs (Jeunes et Femmes) et élargir les thématiques à discuter au cours des dites réunions ✓ Promouvoir la coordination au niveau national (Ministères): faire un plaidoyer pour l'élargissement des réunions de sécurité (pour chaque corps) 		
<p>Livrable 2 : La mise en place de 05 nouveaux mécanismes communautaires de coordination (Paix, stabilisation et développement)</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Existence d'un rapport d'Analyse des parties prenantes pour chaque zone d'intervention ✓ Existence des PV de constitution des comités ✓ Existence des rapports d'activités des comités ✓ L'existence des plans locaux de sécurité 	<p>Critère par rapport à la démarche : Le consultant doit faire une consultation communautaire afin d'associer les communautés dans la prise de décision sur une base inclusive et participative. Il doit veiller à ce que les besoins des jeunes, des femmes et des filles ainsi que d'autres groupes vulnérables soient satisfaits.</p> <p>Critère par rapport à la forme : Ces comités devront intégrer une forte présence des jeunes, des femmes et des filles ainsi que d'autres groupes vulnérables.</p> <p>Critère par rapport au contenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Faire un mapping de toutes les parties prenantes, notamment : les organisations des sociétés civiles, les associations, les personnalités religieuses, institutions et tous les acteurs sécuritaires ✓ Répertorier les structures de dialogue communautaire existantes ✓ Identifier les faiblesses et analyse des relations de pouvoir ✓ Evaluer les possibilités et opportunités des comités de paix ✓ Créer si nécessaire les comités de paix : approche consultative et participative ✓ Systématiser l'implication des comités de paix dans l'implémentation du projet (Stabilisation) ✓ Lancement d'un dialogue de paix (Consolidation de la paix) 	<p>Chaque mois dans les zones cibles après la validation du livrable 1</p>	<p>Le/la consultant(e)</p>
<p>Livrable 3 : Un rapport sur l'analyse rapide de la situation locale sur les conflits locaux et sur la perception de la sécurité publique par les communautés</p>	<p>Critère par rapport à la démarche : A la fin des visites de collecte des données sur le terrain, le consultant élaborera un rapport de fin de livrable, qu'il soumettra pour revue à l'expert national avant validation par le comité et le superviseur direct.</p> <p>Critère par rapport à la forme : Ce rapport sera présenté en version Word ; police (Times New Roman) ; Taille de la police (12), suivant le canevas exigé par le PNUD. Le document doit être traité soigneusement avant envoi.</p>	<p>Chaque mois dans les zones de compétence.</p>	<p>Le/la consultant(e)</p>

<p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'existence d'une Baseline sur la perception de la sécurité ✓ Existence des rapports sur l'analyse des conflits 	<p>Critère par rapport au contenu :</p> <p>Analyse simplifiée des conflits :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Evaluation de la problématique foncière en relation avec les déplacés ✓ Evaluation de la situation d'appuis aux bénéficiaires délocalisés ✓ Evaluation DO NO HARM <p>Sondage sur la perception de la sécurité et sureté publique par les communautés</p> <p>Analyse des défis sécuritaires et risques de conflits</p>		
<p>Livrable 4 : Faciliter la coordination Civilo-militaire</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Existence des Comptes rendus des rencontres ✓ Existence des Rapports des formations ✓ Existence des supports de diffusion des procédures (sensibilisation) 	<p>Critère par rapport à la démarche :</p> <p>Il travaillera en étroite collaboration avec OCHA, le ministère de la défense et la FMM. Il assistera de manière systématique à toutes les réunions Civilo-militaire</p> <p>Critère par rapport à la forme :</p> <p>Ce rapport sera présenté en version Word ; police (Times New Roman) ; Taille de la police (12), suivant le canevas exigé par le PNUD. Le document doit être traité soigneusement avant envoi.</p> <p>Critère par rapport au contenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien aux autorités régionales et OCHA: sous la représentation de OCHA • Réunion du Comité de Coordination des Opérations de maintien de l'ordre et de sécurité (CCO) • Promotion de la gouvernance judiciaire locale <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place de la plateforme de dialogue entre les autorités judiciaires, les auxiliaires de justice et les acteurs de la société civile ✓ Animation et accompagnement du mécanisme visant la sensibilisation des communautés sur les procédures judiciaires ✓ Renforcement des capacités des acteurs judiciaires (Magistrats, greffiers, autorités administratives et chefs traditionnels) et de leurs auxiliaires (OPJ, APJ, huissiers et barreau) 	<p>Chaque mois après la validation du livrable 3</p>	<p>Le/la consultant(e)</p>
<p>Livrable 5 : Faciliter le Renforcement de la présence des services de détection et de répression</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Existence des décrets d'affectation des membres de la police ; ✓ Présence effective du personnel dans les structures construites 	<p>Critère par rapport à la démarche :</p> <p>Le consultant soutiendra une coordination étroite entre le Commandement national et la Police nationale. Un soutien sera également apporté à la police municipale aux moyens nécessaires pour étendre ou établir leur présence soutenue par des formations, les équipements, les moyens de communication et de transport nécessaires pour remplir les rôles et les responsabilités qui leur incombent</p> <p>Critère par rapport à la forme :</p> <p>Ce rapport sera présenté en version Word ; police (Times New Roman) ; Taille de la police (12), suivant le canevas exigé par le PNUD. Le document doit être traité soigneusement avant envoi.</p> <p>Critère par rapport au contenu :</p>	<p>Chaque mois après la fin de la consultation</p>	<p>Le/la consultant(e)</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Sélection des agents de maintien de l'ordre (Aspects genre et linguistique) • Formation sur : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Etat de droit et Droits humains (autorités judiciaires, administratives et FMO) ✓ Langues locales ✓ Introduction au concept de la Police communautaire ✓ Coaching psychosocial ✓ Formation sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) et la sexualité 		
<p>Livrable 6 : Promouvoir l'implication et la contribution de la Communauté à la sûreté et à la sécurité publiques</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La mise en place des SCAP ✓ L'existence des comptes rendus des volontaires des SCAP 	<p>Critère par rapport à la démarche : Le consultant veillera à ce que soit inséré dans les programmes scolaires des thèmes liés à la consolidation de la paix, la cohésion sociale, la citoyenneté, les droits de l'homme, le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et la gestion durable des ressources. Il doit également mettre en place des SCAP pour les risques de conflits.</p> <p>Critère par rapport à la forme : Ce rapport sera présenté en version Word ; police (Times New Roman) ; Taille de la police (12), suivant le canevas exigé par le PNUD. Le document doit être traité soigneusement avant envoi.</p> <p>Critère par rapport au contenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dialogue communautaire : <ul style="list-style-type: none"> ✓ <i>Sensibilisation sur le cadre légal du foncier rural</i> ✓ <i>Sensibilisation des comités de paix sur les VBG, Droits humains, protection des enfants, des jeunes et autres groupes vulnérables</i> ✓ <i>Collaboration avec UNICEF sur les questions des enfants et jeunes</i> ✓ <i>Formations dans la détection et analyse de la vulnérabilité climatique et environnementale</i> • Police basée sur la communauté <ul style="list-style-type: none"> ✓ <i>Renforcer le système d'alerte précoce</i> 	<p>Chaque semaine après la fin de la consultation</p>	<p>Le/la consultant(e)</p>
<p>Livrable 7 : un rapport sur l'analyse des problèmes critiques de sécurité communautaire en proposant des réponses adéquates dans les communautés</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Existence des plans locaux de sécurité validés 	<p>Critère par rapport à la démarche : A la fin des visites de collecte des données sur le terrain, le consultant élaborera un rapport de fin de livrable, qu'il soumettra pour revue à l'expert national avant validation par le comité et le superviseur direct</p> <p>Critère par rapport à la forme : Ce document sera présenté en version Word ; police (Times New Roman) ; Taille de la police (12), suivant le canevas exigé par le PNUD. Le document doit être traité soigneusement avant envoi.</p> <p>Critère par rapport au contenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plans locaux de sécurité • Aide psychosociale 	<p>10 jours après la collecte des données pour ce livrable</p>	<p>Le/la consultant(e)</p>

<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'existence d'un arbre à problème 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place de coopération avec d'autres agences des UN (UNICEF, OMS et UNFPA) et les ONGs ✓ Explorer les opportunités de réconciliation entre les communautés et les FMO ✓ Promouvoir la réconciliation intracommunautaire 		
<p>Livrable 8 : Promouvoir les droits de l'homme et la protection des civils dans les zones cibles</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Existence des rapports de monitoring des incidents ✓ L'existence d'une plateforme d'échange sur les violations des droits de l'homme 	<p>Critère par rapport à la démarche : Le consultant identifiera des relais communautaires qui seront régulièrement présents sur le terrain dans chaque zone cible, afin d'entendre et d'enregistrer les doléances de la communauté et de veiller à ce que tous les prestataires de services de sécurité - armée, police, groupes d'autodéfense - agissent selon les normes de comportement les plus élevées possibles à l'égard de la population locale</p> <p>Critère par rapport à la forme : Ce compte rendu sera présenté en version Word ; police (Times New Roman) ; Taille de la police (12), suivant le canevas exigé par le PNUD. Le document doit être traité soigneusement avant envoi.</p> <p>Critère par rapport au contenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation sur les droits de l'homme <ul style="list-style-type: none"> ✓ FMO du local au national ✓ Formations des comités de paix sur le contrôle • Monitoring <ul style="list-style-type: none"> ✓ Contrôle civil au niveau des comités de paix ✓ Soutenir la société civile qui travaille sur les questions des DH ✓ Rapprocher les différents corps d'inspections internes aux FMO 	<p>Chaque semaine après la fin de la consultation</p>	<p>Le/la consultant(e)</p>

6. COMPOSITION ET COMPETENCES REQUISES DU CONSULTANT

La mission sera menée par un (e) consultant (e) (national (e) selon les grilles de salaire des Nations Unies adaptée aux tarifs locaux.

a) Valeurs intrinsèques :

Démontrer son intégrité en se conformant aux valeurs et aux normes morales de l'ONU ; s'inscrire dans la vision, la mission, et favoriser la réalisation du plan stratégiques du PNUD ; démontrer sa capacité à exercer dans un environnement multiculturel sans discrimination de genre, de religion, de race, de nationalité et de sensibilité ; démontrer la rigueur dans le travail, une grande disponibilité, une aptitude à travailler en équipe et un esprit d'initiative élevé.

Professionalisme :

Aptitude à faire des analyses, à en tirer des conclusions pertinentes et à faire des propositions constructives ; capacité à conduire des ateliers de haute qualité en maintenant éveillé les participants, et à rédiger des rapports de qualité en français/anglais.

b) Leadership :

Aptitude à orienter, mobiliser et guider des acteurs vers la réalisation d'objectifs clairs et partagés ; gérer des conflits, persuader et convaincre ; proactivité.

c) Planification et organisation :

Capacité à planifier et organiser son travail et la Communication. Très bonnes capacités rédactionnelles et à s'exprimer de façon claire et concise.

d) Communication :

Être capable d'écrire de façon claire et concise et de bien s'exprimer oralement.

e) Aptitude technologique :

Bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power point, intranet)

f) Travail en équipe :

Aptitude à interagir, à établir et à maintenir les relations de façon effective aussi bien avec les collègues, le supérieur hiérarchique qu'avec des personnes ayant des cultures différentes, d'autres partenaires des nations unies, nationaux et internationaux.

g) Maîtrise des Langues : Français et anglais.

h) Qualifications académiques

Diplôme universitaire au moins un BAC + 5, en sciences juridiques et politiques ou sciences sociales pour le développement, en stratégie défense sécurité gestion des conflits et catastrophes.

i) Expérience professionnelle

- Expertise prouvée dans l'accompagnement et la facilitation communautaire surtout dans le contexte de la région de l'Extrême Nord ;
- Expérience prouvée dans le dialogue entre les populations et les forces de maintien de l'ordre sur les droits de l'Homme, les violences basées sur le genre dans le contexte de l'extrême Nord ;
- Avoir au moins 2 ans d'expérience minimum dans la facilitation participative ;
- Avoir une expérience avérée dans la conduite des enquêtes et la collecte de données ;
- Une connaissance technique et une expérience dans les domaines des droits de l'homme et de la sécurité communautaire ;

7. CONFIDENTIALITE

Le consultant retenu s'engage à respecter la confidentialité des informations professionnelles qu'il recevra ou découvrira durant la mission avec le PNUD

COÛT DE LA CONSULTATION

Le coût de cette Consultation sera supporté par le Projet « Régional Stabilisation Facility for Lake Chad - Cameroon National Window ».

8. PROCEDURE DE SOUMISSION :

Les candidats intéressés sont appelés à soumissionner en ligne en envoyant leur proposition technique et financière ainsi que l'ensemble des documents demandés.

Les candidats intéressés devront inclure dans leurs propositions les éléments suivants :

A- Une offre technique

1. Compréhension de la mission ;
2. Une méthodologie détaillée de l'exécution de la consultation incluant le chronogramme indiquant les différentes échéances à partir de la date du démarrage de la mission, les dates de remise des livrables.
3. Une lettre de motivation indiquant la disponibilité du consultant durant la période de la mission
4. Un CV du/de la consultant(e) ;
5. Le ou les diplômes requis

B- Une offre financière

Cette offre sera négociable selon la disponibilité du budget prévu pour cette activité.

9. PROCEDURE D'ÉVALUATION

L'évaluation des prestataires reposera sur la méthode d'analyse cumulative (méthode de notation pondérée). L'attribution du contrat est faite au candidat dont l'offre a été évaluée et déterminée comme suit :

- Adaptée/conforme/acceptable ;
- Ayant reçu la note la plus élevée sur l'ensemble préétabli des critères techniques et financiers spécifiques à cet appel à candidatures.

Pourcentage des **critères techniques : 70%** ; Pourcentage des **critères financiers : 30%**

Seuls les candidats ayant obtenu un minimum de 70% de réussite à l'évaluation technique seront pris en considération pour l'évaluation financière.

A- Critères techniques – 70% de l'évaluation totale – sur 100 points

Critère d'évaluation	Pondération	Total des points (100 pts)
Qualification et expérience		
Expertise prouvée dans l'accompagnement et la facilitation communautaire surtout dans le contexte de la région de l'Extrême Nord	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Expérience dans l'accompagnement communautaire dans la région de l'Extrême Nord (15 pts) ✓ Autres (10 pts) 	15 pts
Expérience prouvée dans le dialogue entre les populations et les forces de maintien de l'ordre sur les droits de l'Homme, les violences basées sur le genre dans le contexte de l'extrême Nord	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Expérience dans le dialogue entre les populations et les forces de maintien de l'ordre sur les droits de l'homme (15 pts) ✓ Expérience seulement sur les droits de l'homme (10 pts) 	15 pts
Avoir au moins 2 ans d'expérience minimum dans la facilitation participative	✓ Expérience justifiée de deux ans dans la facilitation participative (10 pts)	10 pts
Avoir une expérience avérée dans la conduite des enquêtes et la collecte des données	✓ Justification faite pour les conduites des enquêtes (15 pts)	15 pts
Une connaissance technique et une expérience dans les domaines des droits de l'homme et de la sécurité communautaire.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Expérience couplée dans les domaines des droits de l'homme et de la sécurité communautaire ; (15 pts) ✓ Expérience seulement dans les droits de l'homme ; (10 pts) 	15 pts
Profil du consultant.		
Diplôme universitaire au moins un BAC + 5, en sciences sociales pour le développement, sciences juridique et politiques, en stratégie défense sécurité gestion des conflits et catastrophes.	✓ Bac + 5 ou plus en sciences sociales pour le développement, sciences juridique et politiques, en stratégie défense sécurité gestion des conflits et catastrophes (15 pts)	15 pts

Bonne connaissance du domaine des VBG en zone de conflit.	✓ Connaissance du domaine des Violence Basées sur le Genre en zone de conflit (15 pts) ✓ Connaissance seulement de la VBG (10 pts)	15 pts
---	---	---------------

B- Critères financiers – 30% de l'évaluation totale

La formule suivante sera utilisée aux fins d'évaluation des propositions financières

$P = y(\mu/z)$ Dans laquelle :

P = la proposition financière soumise à l'évaluation ;

y = le nombre maximum de points pour la proposition financière ;

μ = le montant de la proposition le moins disant ;

z = le montant de la proposition soumise à l'évaluation ;

NB : les candidatures féminines sont hautement encouragées

Préparé par :

Tony Kouemo, M&E Specialist

Manga Titus, Expert national RI

Approuvé par : **Chef d'unité Stabilisation**

Florian Morier